

Espagne : quelles perspectives de croissance ?

Europe 2020 est la stratégie décennale de l'Union Européenne (UE) pour l'emploi et la croissance. Elle a été lancée pour créer les conditions d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Il s'agit de développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation, de promouvoir une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, plus verte et plus compétitive et d'encourager une économie à fort taux d'emploi favorisant la cohésion économique, sociale et territoriale.

La stratégie Europe 2020 concerne tous les États membres, elle tient compte de leurs besoins divers, de leurs points de départ différents et de leurs spécificités nationales afin de promouvoir la croissance de tous. L'UE a défini cinq grands objectifs à atteindre d'ici la fin de la décennie. Ils concernent l'emploi, la recherche et le développement, le climat et l'énergie, l'éducation, ainsi que l'inclusion sociale et la réduction de la pauvreté.

Madame ESMÉE, rédactrice en chef, d'un site d'information économique, souhaite publier un article sur les perspectives de croissance de l'Espagne dans le cadre de la stratégie Europe 2020. Elle vous confie, à cet effet, la mission d'exploiter la documentation mise à votre disposition afin de l'aider dans la conception de cet article.

A l'aide de vos **connaissances** et du dossier joint, **en veillant à définir les concepts soulignés**, et à exploiter de façon **méthodique** les documents mis à votre disposition vous devez concevoir une note argumentée et structurée. Celle-ci répondra aux consignes ci-dessous.

1. Analyser l'évolution de la situation économique de l'Espagne sur les quatre années proposées puis comparer la situation économique de l'Espagne avec celle de l'UE-28 en 2015.
2. Mettre en évidence les limites à l'efficacité de la politique économique de l'Espagne.
3. Montrer en quoi l'engagement de l'Espagne dans une politique de développement durable pourrait constituer pour le pays une opportunité de croissance économique.

Document 1 La situation économique de l'Espagne et de l'Europe en quelques indicateurs

| | Taux de croissance du PIB % | Taux de chômage % | Solde des transactions courantes (% PIB) | Taux d'inflation % | Dettes publiques en (% PIB) |
|--------------|-----------------------------|-------------------|--|--------------------|-----------------------------|
| UE-28 2015 | 2,2 | 9,4 | 1,3 | 0,0 | 85,2 |
| Espagne 2015 | 3,2 | 22,1 | 1,4 | -0,5 | 99,2 |
| Espagne 2014 | 1,4 | 24,5 | 0,9 | -0,2 | 99,3 |
| Espagne 2013 | -1,7 | 26,1 | 1,5 | 1,5 | 93,7 |
| Espagne 2006 | 4,2 | 8,3 | -9 | 2,7 | 38,9 |

Source : Les auteurs d'après les données Eurostat et de la COFACE

Document 2 Les choix de politique économique de l'Espagne

L'Espagne a connu depuis le début des années 2000 une croissance plus forte que le reste de l'Europe, porteuse de grands déséquilibres suivie d'une violente récession après 2008.

Le dynamisme économique reposait essentiellement sur la vigueur de la demande interne, stimulée par un fort endettement. L'effet pervers en a été la création d'une bulle immobilière dont l'éclatement (baisse des prix de l'immobilier de 30 %, augmentant le risque d'insolvabilité des propriétaires ayant bénéficié de crédits bancaires), conjugué avec la crise de la dette souveraine en zone euro, a plongé le pays dans la récession. [...]

Pour sortir de la crise, le gouvernement espagnol a organisé le sauvetage du secteur bancaire dont la faillite menaçait le pays et l'Europe, pris des mesures de réduction des déficits publics et organisé une dévaluation interne permettant de renforcer la compétitivité des entreprises espagnoles en Europe et sur les marchés émergents. [...] Le gouvernement a réussi à réduire les déficits publics de 57 Mds€ tout en augmentant les recettes fiscales de 33 Mds€ de 2012 à 2014. Les dépenses de l'Etat ont diminué de 22 % en 5 ans dans les domaines régaliens (sécurité, défense, justice, politique extérieure), les moyens consacrés à la culture, la santé, et l'éducation ont été réduits de 10 % à 30 %, ceux consacrés aux infrastructures ont baissé de 53 %, à la recherche de 33 %.[...] En juillet 2016, la Commission européenne a renoncé à proposer des sanctions contre l'Espagne, dont le déficit public a atteint 5,1 % du PIB en 2015 (contre un objectif de 4,2 %). En novembre 2016, elle a également exclu de proposer l'ouverture d'une procédure de suspension des fonds structurels accordés à l'Espagne.

Rétablissement de la compétitivité

Pour réduire le coût du travail et renforcer la compétitivité externe de l'Espagne, le gouvernement a adopté un ensemble de mesures visant à faciliter les licenciements et l'embauche, et à favoriser la flexibilité de l'organisation du travail au sein des entreprises. [...] Mais la croissance entame déjà un certain recul (2,9 % prévus à ce stade par la Commission européenne pour 2016). En outre, la crise a laissé des traces et les difficultés persistent : les déficits publics restent élevés, la dette publique, qui dépasse déjà les 100 % du PIB, continuera à augmenter en 2016, la dette privée reste élevée (près de 190 % du PIB) et pèsera sur les capacités d'investissement. La position extérieure nette de l'Espagne reste déficitaire et la maintient en situation de fragilité par rapport à un choc extérieur. [...]

Source : <http://www.diplomatie.gouv.fr/>

Document 3 Les politiques de croissance verte

Vingt ans après le premier Sommet de Rio, le monde reste confronté à un double défi : élargir les possibilités économiques pour tous dans un contexte de population mondiale en expansion ; et faire face aux pressions environnementales qui, en cas d'inaction, pourraient nuire à notre capacité à tirer parti de ces possibilités.

La croissance verte signifie promouvoir la croissance économique et le développement tout en veillant à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et services environnementaux dont dépend notre bien-être. Pour cela, elle doit catalyser l'investissement et l'innovation qui serviront d'assise à une croissance durable et susciteront de nouvelles possibilités économiques.

Les politiques de croissance verte font partie intégrante des réformes structurelles nécessaires pour promouvoir une croissance robuste, plus durable et inclusive. Elles peuvent également libérer de nouveaux moteurs de croissance à travers :

- L'amélioration de la productivité par la création d'incitations à une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources naturelles, la réduction des déchets et de la consommation d'énergie [...];
- Le renforcement de la confiance des investisseurs par une plus grande prévisibilité dans la façon dont les pouvoirs publics abordent les grandes questions environnementales ;
- L'ouverture de nouveaux marchés par une stimulation de la demande de produits, de services et de technologies écologiques ;[...]
- Une contribution à l'assainissement des comptes publics par une mobilisation de recettes basée sur une fiscalité verte et l'élimination des aides préjudiciables à l'environnement.
- La réduction des risques de chocs négatifs pour la croissance, imputables à des restrictions au niveau des ressources, ainsi que d'impacts environnementaux préjudiciables et potentiellement irréversibles.

Source : <http://www.oecd.org/>